

# Termes de références pour le développement du matériel didactique sur la corruption

**Nom de l'Association :** Ensemble Contre la Corruption (ECC)  
**Titre du projet :** Développement du matériel didactique sur la corruption.  
**Personne à contacter :** Edouard PAULTRE  
**Adresse :** 9, Rue Rivière, P-Au-P, Haïti  
**Tel :** (509) 3701-5654  
**Email :** [edouardpaultre@gmail.com](mailto:edouardpaultre@gmail.com)  
[ensemblecontrelacorruption@yahoo.com](mailto:ensemblecontrelacorruption@yahoo.com)

## Sommaire

1. Contexte et Justification
2. Mission de l'ECC
3. Objectifs
4. Résultats Attendus
5. Méthodologie
6. Compétences requises
7. Livrables et durée du rapport
8. Population ciblée
9. Dossier de candidature

### 1. Mise en contexte-Justification

Il n'est pas toujours évident, pour le simple citoyen, de reconnaître la corruption, d'avoir la capacité de la nommer. Qu'il s'agisse des problèmes relatifs au respect de la loi ou d'autres infractions souvent visibles du train de vie des ordonnateurs publics. Qu'on le nomme surfacturation, délit d'initié, trafic d'influence, favoritisme, passation illégale des marchés publics, prise illégale d'intérêt, paiement de commissions

illicites, versement de pots de vins, abus de fonction, détournement de biens publics, blanchiment de biens publics ect, tout sera défini et enseigné. Cette activité viendra donc combler un double déficit et problème :

- D'abord, elle permettra à la société civile, aux citoyens de savoir ce que c'est que la corruption, de la nommer, de pouvoir la détecter ;
- Ensuite, elle facilitera l'organisation citoyenne, mettra des informations clés relatives à la gouvernance publique à sa disposition pour le suivi/évaluation de l'action publique.

Au début de l'année 2018, huit organisations de la société civile ont décidé de se mettre ensemble pour s'attaquer aux problèmes de la corruption et de la gouvernance en Haïti. Après diverses rencontres et discussions autour de la question, ces groupes ont décidé de former une organisation nommée, **Ensemble Contre la Corruption (ECC)**. Les organisations fondatrices l'ECC sont : RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains), CONHANE (Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques), PAJ (Plateforme pour une Alternative de Justice), CARDH (Centre d'Analyse et de Recherche en Droits Humains), CE-JILAP (Commission Episcopale Justice et Paix), CEDH (Centre Œcuménique des Droits Humains), CRESFED (Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement) et SKL (Sant Karl Lévêque). Elles ont commencé leur réflexion comme un groupe de travail informel sur la corruption en Haïti avant de constituer une association capable de travailler sur le dossier de la corruption et de porter des actions concrètes axées sur des stratégies spécifiques.

Pour développer ce matériel didactique, Ensemble Contre la Corruption a bénéficié du support technique et financier d'Avocats Sans Frontières Canada, à travers son projet : Accès à la Justice et Lutte Contre l'Impunité en Haïti (AJULIH) soutenu par Affaires Mondiales Canada (AMC).

## **2. Mission de l'ECC**

*Ensemble contre la Corruption (ECC)* est engagée à :

- mobiliser les citoyens/nes dans la lutte contre la corruption et les pratiques de mauvaise gouvernance;
- plaider pour la réforme des institutions et l'application des lois ;
- contribuer à faire triompher la justice au profit du développement d'Haïti.

## **3. Objectifs généraux du projet**

### **3.1 Objectif Global**

Mettre entre les mains des citoyens-nes un matériel de formation et d'enseignement complet leur permettant d'être techniquement outillés, éthiquement formés et politiquement entraînés pour engager une mobilisation sociale générale en vue de lutter contre le phénomène de la corruption en Haïti.

### **3.2 Objectifs spécifiques**

Former les acteurs sociaux haïtiens et organiser la mise en place d'un réseau de citoyens de lutte contre la corruption en les outillant d'un matériel didactique adéquat.

## **4. Résultats attendus**

Le résultat attendu est :

Un matériel didactique documenté, fortement illustré est conçu, reproduit et permet aux citoyens-nes haïtiens d'être capables de nommer la corruption, savoir la détecter et pouvoir agir contre elle.

## 5. Méthodologie

Pour réaliser le matériel didactique sur la lutte contre la corruption, ECC procède à la méthodologie suivante :

- La constitution d'un comité de rédaction du matériel didactique. Ce comité de rédaction sera composé de 5 personnes, dont 1 membre ex-officio du Secrétariat Exécutif d'ECC, 3 membres du Conseil d'Administration d'ECC et de 2 autres personnalités d'autres associations.
- Le matériel didactique comprendra environ quinze (15) chapitres, un chapitre pour chaque acte de corruption listé dans la loi avec les sanctions prévus par la loi pour chaque acte de corruption.
- Le consultant, qui sera de préférence une équipe multidisciplinaire, proposera un plan de rédaction qui brossera les grandes lignes et la méthodologie de travail qui aura entre autre à prendre en considération les actes de corruption énumérés à l'article 5 de la loi du 12 mars 2014 portant prévention et répression de la corruption, Moniteur No. 87 du vendredi 9 mai 2014.

### 5.1. Des Actes de Corruption, définis dans la loi et qui constituent les 15 chapitres du matériel didactique :

- a. La concussion
- b. L'enrichissement illicite
- c. Le blanchiment du produit du crime
- d. Le détournement de biens publics
- e. L'abus de fonction
- f. Le pot de vin
- g. Les commissions illicites
- h. La surfacturation
- i. Le trafic d'influence
- j. Le népotisme
- k. Le délit d'initié
- l. La passation illégale de marchés publics
- m. La prise illicite d'intérêts
- n. L'abus de biens sociaux
- o. L'abus de fonction

### 5.2. Du profil du matériel didactique.

Le matériel didactique comprendra pour chaque acte de corruption définie par la loi la structuration suivante :

- A.** Elaborer une approche et définition pour chaque acte de corruption inspirée de la loi ;
- B.** Citer les différentes formes d'expression de cet Acte de corruption dans l'Administration Publique et Privée, avec des illustrations prélevées des rapports de la CSCCA, d'autres institutions étatiques ou tirées de focus groupes montés spécialement pour la circonstance ;
- C.** Illustrer et Identifier les acteurs et filières qui entretiennent cette forme de corruption ;
- D.** Nommer les sanctions prévues par la loi contre ceux et celles qui sont versés dans cet acte de corruption ;
- E.** Montrer les moyens dont dispose l'Etat haïtien pour remédier à cet acte de corruption. Quel rôle que doivent jouer les institutions publiques de contrôle, telles : Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA), Inspection Générale des Finances (IGF), Unité Centrale de Renseignements Financiers

(UCREF), Bureau des Affaires Financières et Economiques (BAFE) etc., pour lutter contre ces actes de corruption ?

- F. Montrer le rôle que peut jouer le/la citoyen/ne et les OSC pour aider à bannir cet acte de corruption au sein de l'Administration Publique en Haïti ?

## 6. Compétences requises du prestataire de service

Ce travail s'adresse à un professionnel, homme ou femme, très qualifié-e et discipliné-e, disposant d'une équipe multidisciplinaire. Ce professionnel doit pouvoir fournir un dossier complet prouvant :

- **Profile académique :**

Posséder un diplôme universitaire en Droit, Economie, Administration Publique, Education, Sociologie, Linguistique ou Philosophie. Maitrise et doctorat dans une de ces disciplines universitaires sont des atouts qui seront pris en considération.

Le postulant devra aussi fournir dans son dossier, un curriculum vitae détaillé de son parcours professionnel justifiant ses qualités pour pouvoir participer au présent marché.

- **Compétences fonctionnelles :**

- ⇒ Esprit d'analyse et capacité de synthèse ;
- ⇒ Bonnes connaissances des conventions internationales ratifiées par Haïti et des lois portant sur la corruption promulguées en Haïti ;
- ⇒ Bonne connaissance des institutions nationales et internationales luttant contre la corruption ainsi que des rapports produits tant par les institutions haïtiennes qu'étrangères sur la gestion des fonds publics ;
- ⇒ Très bonnes capacités rédactionnelles (l'ensemble des livrables doit être remis en français et en créole).

- **Expérience:**

- ⇒ Avoir une expérience de 5 ans minimum dans le domaine lié aux prestations demandées ;
- ⇒ Avoir participé au minimum à l'élaboration d'une (1) étude similaire en relation avec la lutte contre la corruption;
- ⇒ Avoir une expérience avérée en méthodes et techniques de recherche ;
- ⇒ Avoir une excellente connaissance en ingénierie de formation ;
- ⇒ Posséder une bonne connaissance des questions de gouvernance publique serait un atout ;
- ⇒ Posséder une bonne compréhension du contexte de corruption serait un atout.

## 7. Livrables et durée de l'élaboration du matériel didactique

Les livrables à remettre dans le cadre de cette mission sont :

### 7.1 Une note succincte de 3 à 5 pages dactylographiées, « Arial 11 », 1,15 d'interligne

Une note succincte rédigée selon les spécifications décrites au sous-titre et comprenant : le plan de travail, une note méthodologique détaillant l'approche, les étapes, les moyens proposés, la justification des choix méthodologiques, les ressources mobilisées, le chronogramme détaillant le déroulement de la prestation, ses différentes phases et l'importance d'un tel outil de travail pour la société haïtienne, devra être remise au plus tard quinze (15) jours après la signature du contrat. Ce plan de démarrage sera présenté par le-la contractuel-le au Comité de Rédaction du matériel didactique pour révision et validation. Le-la contractuel-le tiendra compte de l'avis du Comité de Rédaction.

## **7.2 Matériel didactique final en français et en créole**

Le matériel final est attendu six (6) semaines après la validation de la note succincte par le comité de rédaction. Les livrables seront rédigés en langue française et créole et fournis sur support papier en cinq copies et sur support électronique. La version finale du matériel didactique fera l'objet d'un atelier de restitution et validation auprès des membres du comité de rédaction du matériel didactique.

## **7.3 Durée de la rédaction du matériel didactique**

La mission est prévue pour une durée de deux (2) mois à compter de la date de signature du Contrat.

## **8. Population ciblée**

Le matériel didactique est destiné à toute personne humaine indépendamment de son niveau de formation particulièrement à tous-tes les citoyens-nes haïtiens-ne, notamment les:

- Représentants d'OSC et d'associations diverses œuvrant dans les villes et les sections communales ;
- Citoyens-nes – acteurs sociaux en général ;
- ONG œuvrant dans le domaine de lutte contre la corruption et l'impunité.

## **9. Dossier de candidature**

Le dossier de candidature du postulant devra comprendre une offre technique et une offre financière :

### **a. L'offre technique**

L'offre technique doit comprendre les éléments listés ci-dessous:

- Une lettre de motivation dûment signée ;
- Le CV à jour du consultant dûment signé et des membres de son équipe avec les pièces justificatives ;
- Une synthèse de la compréhension des termes de référence, incluant le plan de travail, la méthodologie proposés avec une courte description de l'importance de ce matériel didactique pour la lutte contre la corruption en Haïti;
- Un chronogramme détaillé d'activités et d'accomplissement de la mission ;
- Les attestations de référence de missions similaires menées par le consultant.

### **b. L'offre financière**

L'offre financière doit porter toute éventuelle dépense liée à la rédaction du matériel didactique, comprenant :

- a. Le montant de la proposition;
- b. La ventilation des coûts par poste d'activités.

L'offre financière, exprimée en monnaie haïtienne, sera évaluée selon les critères d'efficacité et d'efficience, sur la base du nombre de jours de travail et du coût de la prestation par jour.

## 10. Echancier des opérations et calendrier d'exécution

No.	Description de l'opération	Période de réalisation	Date d'achèvement
1	Publication d'un appel à manifestation d'intérêt sur le quotidien La Nouvelliste	Entre le 4 et le 17 novembre 2019	17 novembre 2019
2	Réception des offres techniques et financières	Du 18 novembre 2019 au 2 décembre 2019	Lundi 2 décembre à 15 heures au no. 9 de la rue Rivière à Port-au-Prince
3	Ouverture des offres		Mardi 3 décembre 2019 à partir de 10 heures
4	Analyse des offres	Du mardi 3 décembre au lundi 16 décembre 2019	Sélection de la meilleure offre et communication de la décision du Comité de Rédaction le lundi 16 décembre 2019
5	Attribution du marché et signature du contrat	Du mardi 17 décembre au vendredi 20 décembre 2019	Vendredi 20 décembre 2019
6	Elaboration de la note succincte par le-la contractuel-le	Du samedi 21 décembre 2019 au lundi 6 janvier 2020	Soumission de la note succincte au Comité de Rédaction le lundi 6 janvier 2020 10h au numéro 9 de la rue Rivière à Port-au-Prince
7	Révision – commentaires – validation du Comité de Rédaction	Du 7 au 13 janvier 2020	Note succincte finale remise au Comité de Rédaction le 13 janvier 2020 à 10h au numéro 9 de la rue Rivière Port-au-Prince par le-la Contractuel-le
8	Elaboration du matériel didactique par le-la contractuel-le	Du 13 janvier au 2 mars 2020	Remise de la 1ere version du matériel didactique au Comité de Rédaction le lundi 2 mars 10h au numéro 9 de la rue Rivière à Port-au-Prince
9	Processus d'Examen du matériel didactique par le Comité de Rédaction pour avis des partenaires techniques et financiers d'ECC et autres ressources humaines mobilisés pour la circonstance	Du 2 au 9 mars 2020	Remise des commentaires au contractuel par le Comité de Rédaction pour la version finale du matériel didactique le 9 mars 10h au numéro 9 de la rue Rivière à Port-au-Prince
10	Réunion de travail du Conseil d'Administration d'ECC avec le-la contractuel-le ainsi qu'avec ses partenaires techniques et financiers et ses autres invités pour la validation du matériel didactique	9 mars 2020	

11	Elaboration de la version finale du matériel didactique par le-la contractuel-le	Du 9 au 23 mars 2020	Remise de la version finale du matériel didactique par le-la contractuel-le à ECC le lundi 23 mars à 10h au numéro 9 de la rue Rivière.
----	--	----------------------	---